

STRATIGMA L'AFRIQUE

Série mensuelle d'analyse stratégique panafricaine

Moscou en Afrique

L'Africa Corps
et les limites du modèle

À Kidal en avril, à Niamey en août : deux séquences qui ne se contredisent pas. Le dispositif russe protège des pouvoirs, sans reprendre de territoires.

L'essentiel

Dans la nuit du 28 au 29 août 2026, de jeunes officiers nigériens ont pris pendant près de vingt-quatre heures une partie de la base aérienne 101 de Niamey — celle-là même qui abrite le commandement de l'Africa Corps et le quartier général de la force unifiée de l'AES. Le régime du général Tiani a repris le site le soir du 29, avec l'appui décisif des Russes. Le lendemain, quatre chasseurs algériens se posaient à Niamey, à la demande des mêmes autorités : deux garants extérieurs mobilisés en quarante-huit heures, aucun d'eux confédéral. Quatre mois plus tôt, à Kidal, ces mêmes forces n'avaient pu empêcher la perte d'une ville et le retrait de leurs propres positions. Les deux séquences ne se contredisent pas : elles délimitent un modèle. L'instrument que Moscou a construit depuis 2023 sur les ruines de Wagner protège efficacement des pouvoirs, y compris contre leurs propres armées, sans reprendre de territoires. Ce numéro examine l'architecture de ce modèle — sa chaîne de commandement étatisée, son financement en cours de réécriture, sa colonne vertébrale logistique libyenne — et les quatre limites qui décideront de sa durabilité.

Points clés

- Le 29 août à Niamey, l'Africa Corps a sauvé un régime d'une fraction de sa propre armée : un seuil de dépendance que Wagner n'avait jamais franchi au Sahel.
- Le 30 août, quatre Su-30 algériens se posaient à Niamey : premier appui militaire ouvertement affiché par Alger à un pouvoir sahélien issu d'un coup d'État, et première illustration opérationnelle des exigences que ces États sont en position de formuler.
- L'étatisation est achevée : commandement du ministère russe de la Défense, jusqu'à 80 % d'anciens de Wagner dans les rangs, et ralliement du dernier client réticent — la Centrafrique — après l'accord de Moscou de mars 2026.
- L'échange sécurité-ressources est en cours de réécriture : à la prédation autofinancée de Wagner succède un service d'État facturé, Moscou ayant réclamé à Bangui de l'ordre de 15 millions de dollars par mois.
- La logistique sahélienne repose désormais sur la Libye : six bases aériennes documentées par le renseignement géospatial américain en août 2026, dont Maaten al-Sarra, et un pont aérien opéré par sept compagnies.
- Quatre limites structurelles : inefficacité contre-insurrectionnelle, financement fragile, perte du démenti plausible, et dépendance à des tiers non étatiques — le clan Haftar en Libye.

I. De la milice à l'État : anatomie d'une reprise en main

Le modèle russe en Afrique a changé de nature entre 2023 et 2026, sans changer d'apparence. Après la rébellion avortée de juin 2023 et la mort d'Evgueni Prigojine, le Kremlin a voulu un instrument dont il maîtrise entièrement la chaîne de commandement : l'Africa Corps, formation paramilitaire placée sous le contrôle du ministère de la Défense et confiée au général Andreï Averianov, issu du renseignement militaire. La continuité humaine est frappante — jusqu'à 80 % des effectifs seraient d'anciens de Wagner — et le maillage géographique reste large : Mali, Burkina Faso, Niger, Centrafrique, Libye, Soudan, auxquels s'ajoutent des implantations plus discrètes en Guinée équatoriale et, depuis 2026, une mission de formation de la garde présidentielle au Congo-Brazzaville.

L'opération est d'abord une reprise en main de l'appareil, non une refondation de la méthode. Les objectifs sahéliens demeurent inchangés : protéger les pouvoirs en place, accéder aux ressources, sécuriser des positions énergétiques et infrastructurelles, saper l'influence occidentale par la propagande — cette dernière fonction étant désormais portée par une plateforme dédiée, African Initiative, et par un réseau d'agences d'influence et de relais rémunérés particulièrement dense au Sahel. Ce que Moscou gagne en contrôle, il le perd en déniabilité : la milice « privée » permettait de contester toute responsabilité d'État ; l'unité expéditionnaire du ministère de la Défense engage directement la Fédération de Russie, y compris pour les exactions qui lui sont imputées au Mali et en Centrafrique.

La Centrafrique aura été le dernier verrou. Faustin-Archange Touadéra, protégé depuis 2018 par les hommes de Prigojine, a longtemps résisté à l'absorption : il tenait à un corps de sécurité éprouvé et se méfiait d'un commandement directement russe. L'annonce officielle du basculement a été différée jusqu'après la présidentielle de décembre 2025, remportée dès le premier tour et sécurisée par des mercenaires portant encore l'insigne de Wagner. Le déplacement de Touadéra à Moscou, début mars 2026, a scellé l'accord ; à son investiture du 30 mars, les hommes alignés le long du tapis rouge arboraient le drapeau russe à la place de la tête de mort. La contrepartie est connue : un intérêt appuyé de Moscou pour les gisements d'uranium de la région de Bakouma, sur lesquels un groupe français détenait des permis. La séquence centrafricaine résume la transformation — le même dispositif, une autre souveraineté.

L'AFRICA CORPS EN 2026 : ORDRE DE GRANDEUR

Commandement : ministère russe de la Défense, sous la direction du général Andreï Averianov ; jusqu'à 80 % d'anciens combattants de Wagner.

Déploiements estimés : Centrafrique 1 500-2 000 · Mali 2 000-2 500 · Libye 800-1 200 · Burkina Faso environ 300 · Togo plusieurs centaines · Guinée équatoriale environ 200 · Niger environ 100.

Fonctions : protection rapprochée des pouvoirs, formation, appui feu et aérien, sécurisation de sites miniers, information et influence (plateforme African Initiative).

Un point doit être établi avant toute évaluation, sous peine de reconduire l'optique même que ce dispositif a remplacée : le choix russe n'a pas été subi par les trois États, il a été arbitré. En 2021-2023, Bamako, Ouagadougou et Niamey font le même constat — une décennie d'opérations occidentales n'a pas enrayer l'expansion insurrectionnelle, les livraisons d'équipements sont assorties de conditions politiques, la coopération est suspendue au calendrier des transitions, et la CEDEAO agite en 2023 la menace d'une intervention armée contre Niamey. L'offre russe répond point par point à ce diagnostic : disponibilité immédiate, absence de conditionnalité sur la nature du régime, paiement différé en concessions plutôt qu'en trésorerie. Au regard des options réellement ouvertes à l'époque, la décision relevait d'un calcul, non d'une aliénation. C'est précisément pourquoi elle doit être évaluée sur les critères que ces États s'étaient eux-mêmes fixés — sécuriser le territoire, restaurer l'autorité de l'État, réduire la dépendance extérieure — et non sur ceux de ses détracteurs.

II. Niamey, 29 août : ce que le modèle sait faire

La mutinerie de Niamey est l'événement le plus révélateur de l'année pour qui veut évaluer le modèle russe. Dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 août, des militaires — de jeunes officiers issus de garnisons de l'intérieur, selon les récits concordants — ont ouvert le feu sur plusieurs sites sensibles de la capitale : les abords du palais présidentiel, la télévision nationale et,

surtout, la base aérienne 101, adossée à l'aéroport international Diori-Hamani. Le choix de la cible n'a rien d'accidentel : la base concentre les drones de l'armée nigérienne, le quartier général de la force unifiée de l'AES et le commandement de l'Africa Corps. Les mutins en ont tenu une partie une journée entière. Le pouvoir a repris le site le samedi soir, avec l'appui des forces russes — l'ambassadeur de Russie à Niamey a confirmé publiquement que Niamey avait sollicité cette aide. C'est la première fracture ouverte au sein de l'armée nigérienne depuis la prise du pouvoir par le général Tiani en juillet 2023, et le ministre de la Défense a choisi d'en minimiser la portée en parlant d'un mouvement d'humeur.

La réponse ne s'est pas arrêtée là. Le lendemain, dimanche 30 août, quatre avions de combat Soukhoï Su-30 algériens, accompagnés d'un Iliouchine Il-76 de transport et d'un ravitailleur Il-78, se posaient sur ce même aéroport Diori-Hamani. L'envoi avait été ordonné par le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général Saïd Chanegriha, sur instruction du président Abdelmadjid Tebboune, et présenté par Alger comme la réponse à une demande nigérienne face à une tentative de déstabilisation ; le Premier ministre Ali Mahaman Lamine Zeine a accueilli la délégation sur le tarmac. Le geste prolongeait un don, le 9 août, de quatre hélicoptères, et un réchauffement amorcé en février 2026 après la brouille née de la destruction d'un drone malien par la défense aérienne algérienne en avril 2025 — Bamako ayant de son côté rétabli ses relations avec Alger le 11 juillet. Plusieurs observateurs y voient le premier appui militaire ouvertement affiché par l'Algérie à un pouvoir sahélien issu d'un coup d'État ; les intérêts algériens dans la stabilité nigérienne — gazoduc transsaharien, route Alger-Lagos — sont documentés de longue date. Deux garants extérieurs, donc, mobilisés en quarante-huit heures, aux offres dissemblables : l'un présent sur la base et engagé dans le combat, l'autre déployant des moyens souverains à la demande, sans implantation.

Un détail de la géographie de cette base mérite d'être relevé. La 101 abrite simultanément le commandement de l'Africa Corps et la flotte de drones de l'armée nigérienne — des appareils de fabrication turque, comme ceux dont se sont dotées les armées malienne et burkinabè depuis 2022, et que les trois États ont progressivement étoffés jusqu'aux modèles de gamme supérieure. La seule capacité aérienne que ces armées possèdent en propre provient ainsi d'un fournisseur extérieur à leur équilibre intérieur ; la capacité qui a décidé de l'issue du 29 août, elle, est louée. Ces flottes nationales ont par ailleurs leur propre passif : plusieurs campagnes de frappes conduites depuis 2023 au Mali et au Burkina Faso ont fait l'objet d'enquêtes documentant des pertes civiles.

Il faut mesurer le déplacement que cette nuit opère. Depuis 2021, l'argument de vente russe au Sahel était la lutte contre les groupes armés djihadistes ; sa réalité opérationnelle, telle que la décrivent les analystes du dossier — parmi lesquels Beverly Ochieng, du cabinet Control Risks —, tient davantage d'une garde prétorienne, dont la mission est que le pouvoir en place l'emporte, quelle que soit la nature de la menace. Jusqu'ici, cette fonction s'exerçait contre des adversaires extérieurs au régime. À Niamey, elle s'est exercée contre une fraction de l'armée nationale. Un protecteur qui garantit le pouvoir contre ses propres officiers cesse d'être un fournisseur de sécurité : il devient une variable du rapport de forces intérieur. C'est le seuil le plus lourd de conséquences franchi par le modèle russe au Sahel depuis son installation, et il l'a été à la demande du client.

Le contraste avec le printemps est instructif. Le 25 avril 2026, lors de l'offensive coordonnée du FLA et du JNIM analysée dans notre numéro précédent, l'appui russe n'a empêché ni la chute de Kidal, ni la destruction d'un hélicoptère, ni le repli de ses propres positions ; le Front de libération de l'Azawad a affirmé avoir obtenu un accord de départ définitif des troupes russes de

la ville. Les bilans revendiqués de part et d'autre — plusieurs centaines à un millier d'insurgés tués selon les sources russes et maliennes — n'ont pas modifié la carte. Avril et août ne sont pas deux résultats contradictoires : ce sont les deux bornes d'un même dispositif. Le modèle ne promet pas la reconquête, il promet la survie du pouvoir, et il tient cette promesse. Sa limite n'est pas l'incompétence, c'est le périmètre.

III. L'échange sécurité-ressources et sa réécriture

Le financement du dispositif est le point où la transformation étatique produit ses effets les moins visibles et les plus structurants. Le modèle Wagner reposait sur l'autofinancement par captation : concessions minières, sécurisation de sites, circuits d'exportation parallèles. La Centrafrique en fut le laboratoire, avec la mine d'or de Ndassima passée sous contrôle du groupe en 2019 — des réserves estimées à plus d'un milliard de dollars et un rendement potentiel évalué à plusieurs milliards. Selon des enquêtes convergentes, le commerce illicite de l'or en Centrafrique, au Soudan et au Mali aurait généré plus de cent millions de dollars par mois au bénéfice de réseaux liés à Moscou, et le circuit aurait permis de faire remonter vers la Russie de l'ordre de 2,5 milliards de dollars depuis février 2022. Le bois, les diamants et, désormais, l'uranium complètent le tableau.

L'étatisation change la logique de ce système. Un corps expéditionnaire du ministère de la Défense n'est pas une société privée qui se paie sur la bête : c'est un service public russe, qui a un coût budgétaire et qui se facture. Moscou a ainsi réclamé à Bangui une facture mensuelle de l'ordre de quinze millions de dollars pour les prestations de l'Africa Corps — une demande que les autorités centrafricaines ont eu les plus grandes difficultés à honorer, plaidant pour un règlement en ressources plutôt qu'en numéraire. Le glissement est décisif : les clients qui avaient choisi Moscou parce que l'offre semblait gratuite — payable en concessions plutôt qu'en trésorerie — découvrent qu'elle relève désormais de l'abonnement. Du côté malien, l'ordre de grandeur est documenté : depuis la fin de 2021, Bamako aurait consacré près d'un milliard de dollars au paiement des prestations de Wagner puis de l'Africa Corps. Pour des États dont les recettes sont déjà comprimées par la guerre et, dans le cas malien, par un recul d'environ 23 % de la production aurifère en 2025, la question n'est plus politique mais budgétaire.

Un second indicateur mérite l'attention, parce qu'il porte sur le fournisseur et non sur les clients. En janvier 2026, la banque centrale russe est devenue le premier vendeur d'or parmi les banques centrales, avec neuf tonnes cédées en un mois ; les réserves d'or du Fonds national de richesse ont fondu de près de 71 % entre mai 2022 et janvier 2025, et le brut Urals s'échangeait au printemps 2026 nettement sous les niveaux de l'automne précédent. Autrement dit, l'État qui extrait de l'or africain vend simultanément le sien. Cette double équation ne dit pas que le dispositif africain est près de s'effondrer — il est peu coûteux au regard du théâtre ukrainien — mais elle indique que Moscou en attend désormais un rendement, et non plus seulement une position. Le transfert réel de compétences aux armées clientes, lui, demeure faible : c'est la contrepartie que les partenaires africains paient sans l'avoir négociée.

LE FINANCEMENT DU DISPOSITIF : TROIS ORDRES DE GRANDEUR

Plus de 100 millions de dollars par mois : estimation du produit du commerce illicite de l'or en Centrafrique, au Soudan et au Mali au bénéfice de réseaux liés à Moscou.

Environ 2,5 milliards de dollars : montant que ce circuit aurait fait remonter vers la Russie depuis février 2022, selon le Blood Gold Report.

Environ 15 millions de dollars par mois : facture réclamée à la Centrafrique pour les services de l'Africa Corps — le passage de la prédation autofinancée au service d'État facturé.

IV. La colonne vertébrale libyenne

Le dispositif sahélien a une dépendance physique que sa rhétorique souverainiste ne mentionne jamais : il est ravitaillé depuis la Libye. La chute de Bachar el-Assad en décembre 2024 a privé Moscou de son hub syrien ; dès les jours suivants, hommes et matériels ont été transférés de Hmeimim vers la Cyrénaïque, dans les zones tenues par le maréchal Khalifa Haftar. Une évaluation du renseignement géospatial américain rendue publique en août 2026 documente l'ampleur du basculement : Moscou planifie, finance et construit des infrastructures militaires sur six bases aériennes libyennes — Al-Joufra, Al-Khadim, Al-Qardabiyah, Brak al-Shati, Tamenhant et Maaten al-Sarra —, avec défense antiaérienne, chasseurs et drones opérés par du personnel russe. Maaten al-Sarra, dans l'extrême sud, à proximité des frontières tchadienne et soudanaise, est la pièce maîtresse du volet sahélien.

Le second étage est aérien. Le ravitaillement des bases du Mali, du Burkina Faso et du Niger s'appuie sur un réseau de sept compagnies — opérateurs publics russes et transporteurs africains — dont les rotations ont été documentées par le Center for Advanced Defense Studies. Le troisième étage, terrestre, est apparu en 2026 : un convoi de blindés russes a emprunté pour la première fois la route Lomé-Ouagadougou-Bamako, contournant le refus opposé par la Guinée à l'accueil d'un cargo sous sanctions. L'ambition est explicite : l'ambassadeur de Russie au Togo et au Bénin a évoqué dès mars 2026 l'usage du port de Lomé comme plateforme logistique vers le Sahel enclavé, avec un volet ferroviaire, et la presse spécialisée a documenté au cours de l'été le déploiement de plus de trois cents Russes au Togo, désormais mentionné parmi les pays de déploiement de l'Africa Corps.

Cette architecture est efficace et vulnérable pour la même raison. Elle contourne les sanctions, elle affranchit Moscou des ports ouest-africains hostiles, elle relie l'Afrique du Nord à l'Afrique centrale en un continuum logistique. Mais son maillon principal n'est pas un État : c'est un clan. La présence russe au Sahel — celle qui garantit la survie de trois régimes souverainistes — repose sur la bonne volonté d'une faction libyenne engagée dans sa propre compétition de succession, et dont l'affaiblissement suffirait à mettre en cause tout l'édifice. Aucune des trois capitales de l'AES ne contrôle ce paramètre, et aucune ne peut le négocier.

Cette dépendance est d'autant plus notable que le clan libyen dont elle procède n'est le partenaire exclusif de personne. Depuis 2025, Ankara a substitué à son alignement sur Tripoli une politique à deux entrées : réouverture diplomatique vers Benghazi, réception de Saddam Haftar en Turquie, programmes pluriannuels de formation et de fourniture d'équipements au bénéfice de l'Armée nationale libyenne, participation conjointe de plusieurs centaines de militaires de l'Est et de l'Ouest à un exercice turc en 2026, et tournée du ministre turc des Affaires étrangères dans les deux capitales à l'été 2026 — le tout sur fond de rapprochement avec Le Caire et de médiation américaine sur le budget libyen. Le point d'appui dont dépend le

ravitaillement russe du Sahel fait donc simultanément l'objet d'un investissement méthodique de la part d'autres puissances. La solidité du corridor ne dépend pas des trois capitales sahéliennes, mais d'arbitrages libyens sur lesquels elles n'ont aucune prise.

V. Les quatre limites du modèle

La limite militaire. Le dispositif protège des pouvoirs, il ne reprend pas de territoires. Trois ans après l'installation russe, l'emprise insurrectionnelle s'est étendue au Mali et au Burkina Faso, les axes du nord restent contestés et les capitales elles-mêmes ont été visées. L'appui aérien et les frappes produisent des bilans revendiqués, non des reconquêtes durables — et les organisations de défense des droits humains imputent à ces frappes des pertes civiles que Moscou et Bamako contestent. Le reproche adressé hier à la France, celui d'une sécurité de façade, s'applique désormais mot pour mot au partenaire qui l'a remplacée.

La limite financière. Le passage à la facturation intervient au moment où les trésoreries clientes sont le plus contraintes, et où le fournisseur lui-même liquide ses réserves. Un modèle financé par la rente extractive est par ailleurs exposé à ce que cette rente devienne une cible : les sites miniers sont désormais des objectifs pour les groupes armés, ce qui renchérit la protection au moment même où il faudrait qu'elle rapporte.

La limite juridique et réputationnelle. En passant de la milice déniale à l'unité d'État, Moscou a perdu la possibilité de contester sa responsabilité. Les exactions documentées au Mali et en Centrafrique — villages incendiés, violences sexuelles, exécutions signalées autour des sites aurifères centrafricains — concernent d'abord les populations civiles qui les subissent, et l'établissement des faits leur est dû avant de relever d'une quelconque appréciation stratégique. Sur le plan juridique, ces actes engagent désormais directement la Fédération de Russie, là où le statut privé de Wagner permettait à Moscou de s'en dissocier. Cette exposition ne produit aucun coût immédiat auprès des régimes clients ; elle en produit auprès des opinions publiques, des juridictions et des partenaires extérieurs, et constitue à ce titre une vulnérabilité durable du dispositif.

La limite politique. C'est la plus paradoxale. Le modèle a été acheté au nom de la souveraineté ; il produit une dépendance d'un type nouveau. Après Niamey, la protection russe ne porte plus seulement sur la frontière et le djihad : elle porte sur la loyauté de l'armée nationale. Aucun régime ne sort renforcé d'une telle démonstration, et l'ambassadeur de Russie s'est empressé d'imputer la mutinerie à un pilotage extérieur, la France en ligne de mire — une grille de lecture accueillie avec un scepticisme croissant, y compris dans la presse régionale, à force d'avoir été invoquée. La solidarité politique des partenaires de l'AES a été immédiate ; leur participation militaire, elle, n'est pas établie, et le troisième anniversaire de la charte du Liptako-Gourma, le 16 septembre, a donné lieu à des commémorations sans sommet confédéral ni annonce capacitaire. Le fait que les deux garanties effectives soient venues de Moscou et d'Alger, et aucune de la force unifiée confédérale, en dit plus long sur la hiérarchie réelle des dépendances sahéliennes que tous les communiqués de l'été.

CE QUE LES ÉTATS SAHÉLIENS SONT DÉSORMAIS EN POSITION D'EXIGER

Un service, pas une présence : le format « base » a été refusé à Paris entre 2022 et 2025 ; rien n'oblige à le concéder à un autre. Ce qui est demandé — équipement, formation, renseignement, appui aérien, logistique — se contracte, s'évalue et se dénonce.

La non-ingérence dans l'équilibre intérieur : le 29 août a montré le prix d'un protecteur devenu partie prenante du rapport de forces interne. C'est la clause que ces États ont le plus d'intérêt à imposer, et le moins de facilité à formuler publiquement.

Le transfert de compétences comme condition, non comme accessoire : la montée en autonomie des armées nationales est le seul critère qui sépare un partenariat d'une dépendance — et le seul que ni Paris ni Moscou n'ont rempli.

Signaux à suivre

Septembre-octobre 2026 — Suites de la mutinerie : après le remaniement du 11 septembre — le général Moussa Salaou Barmou remplacé à la tête des armées par le général Mamane Sani Kiaou, sans motif officiel —, ampleur réelle des purges, sort des militaires détenus, et évolution du dispositif russe sur la base aérienne 101.

Automne 2026 — Contrepartie du sauvetage : tout nouvel accord nigérien accordé à Moscou dans les domaines minier — l'uranium en particulier — ou énergétique dans les semaines qui suivent le 29 août.

Automne-hiver 2026 — Approfondissement de l'offre algérienne : durée de présence des moyens aériens déployés à Niamey, nouvelles livraisons après les hélicoptères d'août, et extension éventuelle au Mali et au Burkina Faso.

Fin 2026 — Application de l'accord centrafricain : calendrier de la relève effective des derniers éléments issus de Wagner, règlement de la facture mensuelle, et mise en œuvre des intérêts russes à Bakouma.

En continu — Stabilité du dispositif libyen : positionnement du clan Haftar, avancement des chantiers sur les six bases, et cadence des rotations vers Maaten al-Sarra.

En continu — Consolidation de la tête de pont togolaise : effectifs, accords portuaires et ferroviaires autour de Lomé, et réactions des États côtiers voisins.

Horizon 2027 — Trajectoire des ventes d'or de la banque centrale russe et des recettes énergétiques : l'indicateur le plus fiable de la capacité de Moscou à financer un dispositif africain durablement déficitaire.

En continu — Terrain sahélien après l'hivernage : capacité de l'appui russe à rouvrir les axes du nord malien, seul démenti possible à la thèse de la sécurité de façade.

En continu — Concurrence des fournisseurs : toute diversification des trois capitales vers des partenaires offrant équipement et formation sans engagement prétorien.

Implications

Pour les décideurs publics africains. Le service russe doit être évalué pour ce qu'il est : une assurance-régime, efficace dans son périmètre, sans effet démontré sur la reconquête territoriale ni sur la montée en compétence des armées nationales. Deux conséquences

pratiques : contractualiser explicitement le transfert de compétences plutôt que la seule prestation, et vérifier la soutenabilité budgétaire d'un dispositif désormais facturé. Pour les États côtiers, l'extension logistique vers le golfe de Guinée transforme des décisions portuaires et ferroviaires en choix stratégiques.

Pour les acteurs économiques. La géographie du risque suit désormais la géographie du dispositif : là où la rente extractive finance la sécurité, elle en devient la cible. Les actifs miniers situés dans les zones concernées appellent une prime de risque distincte du risque-pays global. Le dossier centrafricain rappelle en outre qu'un permis détenu par un opérateur occidental peut être réattribué dans le cadre d'un règlement sécuritaire, sans procédure préalable identifiable.

Pour les partenaires tiers. Les exigences que les États sahéliens sont en position de formuler après 2026 se laissent évaluer critère par critère, et Moscou en fournit le contre-exemple complet : fonction partiellement remplie, transfert de compétences absent, service désormais facturé à des clients qui l'avaient cru payable en concessions, et franchissement en sens inverse de la clause politique, devenue acteur de l'équilibre intérieur nigérien. Les fournisseurs positionnés sur l'équipement et la formation disposent d'un avantage structurel, à la condition expresse d'accepter les deux clauses que Moscou n'a pas tenues : aucune position dans le rapport de forces interne, et un transfert de compétences vérifiable. La séquence algérienne du 30 août en donne la première illustration opérationnelle — livraison de capacités, aucune présence permanente, aucun paiement exigé — avec la réserve que porte tout voisin : des intérêts frontaliers, énergétiques et infrastructurels propres, et un contentieux militaire avec Bamako vieux de dix-huit mois. C'est la configuration qu'examinera notre numéro de novembre, consacré à l'offre turque à l'Afrique francophone.

Méthodologie et sources

Ce numéro s'appuie exclusivement sur des sources ouvertes. Presse africaine : Afrique sur 7 (Abidjan), Afrik Soir, Notre Afrik, Maliweb, Le Pays (N'Djamena), Investigator Guinée, Corbeau News Centrafrique, Senego, La Nouvelle Tribune (Cotonou), Agence de presse africaine et Agence Ecofin. Presse internationale : Jeune Afrique, RFI, France 24, The Africa Report, Al Jazeera, Africa Radio, KOACI, TSA (Alger), Journal du Faso, Africa Defense Forum (janvier-septembre 2026). Analyses et enquêtes : Institut des sciences stratégiques, Carnegie Endowment, ACLED, Control Risks, collectif All Eyes on Wagner, Center for Advanced Defense Studies, Blood Gold Report, rapports d'organisations de défense des droits humains sur les campagnes de frappes sahéliennes, données du World Gold Council et du ministère russe des Finances relayées par la presse économique, et évaluation de renseignement géospatial américaine rendue publique en août 2026. Les estimations d'effectifs et de flux financiers sont, par nature, approximatives et contestées ; elles sont présentées comme des ordres de grandeur. S'y ajoutent les communiqués du ministère algérien de la Défense nationale (30 août 2026) et les dépêches de l'Agence nigérienne de presse. Rédaction arrêtée le 17 septembre 2026 ; les suites judiciaires de la mutinerie de Niamey étaient encore en cours à cette date.

Stratigma est un cabinet d'intelligence stratégique établi à Istanbul, spécialisé dans l'analyse des dynamiques politiques et économiques de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est. Stratigma L'Afrique** est sa série mensuelle francophone d'analyse panafricaine. Numéro précédent — N°2, août 2026 : « L'AES, an III : la sécession sahélienne à l'épreuve ». Prochain numéro — N°4, octobre 2026 : « Pékin change d'échelle ». Contact : stratigma.org · © Stratigma 2026. Reproduction autorisée avec mention de la source.